

## ***STOP A LA DESTRUCTION DE NOTRE SERVICE PUBLIC DE SANTÉ !***

Depuis les années 80, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de détricoter, détruire notre modèle social. Sous couvert de la crise économique, les politiques d'austérité en matière de santé et d'action sociale sont catastrophiques : Suppressions massives de lits et de postes, fermeture de services, dégradations des conditions d'accès aux soins, souffrance au travail des personnels et maltraitance institutionnelle des usagers.

Dernièrement, la loi Santé Touraine avec la mise en place des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire) programme 22 000 suppressions de postes et 16 000 fermetures de lits au niveau national, la poursuite des fermetures de services et d'établissements. **Ces décisions purement comptables ne prennent pas en compte les besoins des usagers et des professionnels de santé.**

***En Indre et Loire, aucun hôpital, maison de retraite... n'est épargné !***

**Au CHRU :** le plan COPERMO (Comité Interministériel de Performance et de la Modernisation de l'Offre de Soins) rebaptisé « plan Horizon 2016 » prévoit 400 suppressions de postes et de lits. Depuis ces dernières semaines, le plan commence à s'appliquer et les restructurations s'accroissent avec des fermetures de lits dans les services de Cardiologie, en Orthopédie, en ORL, Neurologie et Ophtalmologie.

A cela s'ajoute la fermeture programmée de l'EHPAD l'Ermitage, de l'Hôpital pédiatrique Clocheville, le regroupement des établissements psychiatriques sur un seul site, soit au total au moins 386 lits supprimés.

**Au CH d'Amboise :** Annonce de fermeture du centre de périnatalité d'Amboise. Près de 400 femmes ayant accouchées sur TOURS ou BLOIS fréquentent chaque année ce **service de proximité** à leur grande satisfaction ainsi que celle de leurs familles. Le fermer serait une aberration. Cela obligerait les familles à se déplacer sur TOURS pour embrasser mamans et nouveau-nés. Cela conduirait à la suppression d'une dizaine de postes.

**Au CH de Chinon :** Inquiétudes sur l'avenir de cet établissement et notamment sur la maternité.

**Dans les EHPAD et tous les établissements médico-sociaux,** le constat est accablant. Par manque d'effectif, la prise en charge des résidents et les conditions de travail sont indignes de notre siècle.



**L'élaboration du futur Plan Régional de Santé (PRS) pour les 5 prochaines années s'effectue dans le cadre de la réduction des moyens pour l'hôpital public orchestrée par l'Union Européenne et mis en musique par le gouvernement.**

Tout est organisé pour casser l'hôpital public en lui retirant sa position de pivot central en matière de santé dans les territoires. Des pans entiers de la santé sont transférés au secteur marchand sous contrôle de grands groupes capitalistes.

Ce PSR s'inscrit aussi dans le cadre des objectifs de réorganisation des collectivités territoriales qui poussent à la concentration des activités sur les métropoles amplifiant la désertification médicale.

**De nombreuses luttes se développent dans les départements pour s'opposer à la casse de notre service public de santé.**

Le futur Plan Régional de Santé viendra en débat à la Conférence Régionale de Santé du 7 décembre 2017, à Orléans.

C'est pourquoi, le Comité Régional CGT Centre appelle les personnels de la Santé et de l'Action Sociale avec les salariés des autres professions, les retraités à agir le 6 décembre auprès des antennes départementales de l'ARS.

- ☛ *Nous voulons le retrait du plan COPERMO, le maintien des postes, des lits, des sites.*
- ☛ *Nous refusons la destruction de notre hôpital public.*
- ☛ *Nous voulons un grand service public d'action sociale.*
- ☛ *Nous demandons l'abrogation de la loi santé, le maintien d'un vrai service public de santé à l'Hôpital, le renforcement de notre Sécurité Sociale solidaire financée par les cotisations sociales pour une couverture à 100% de l'ensemble des risques*

Cette bataille va s'inscrire dans la durée puisque le PSR reviendra en débat dans différentes assemblées (CESER, Conseil Régional) et **qu'il coïncidera avec la période choisie par le gouvernement pour s'attaquer à la Sécurité Sociale.**

**EXIGEONS un service de Santé et d'Action Sociale  
répondant aux besoins de la population.**

**En Indre et Loire, dans la continuité du rassemblement du 20 novembre, une délégation demandera à être reçue à l'antenne de l'ARS de Tours le :**

**MERCREDI 6 DECEMBRE 2017 A 14 H30**

**Nous vous invitons à soutenir cette délégation**

**RENDEZ-VOUS DEVANT LE SIEGE DE L'ANTENNE DEPARTEMENTALE  
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
38 rue Edouard Vaillant  
Champ Girault à Tours**